

Le P.C.I. S'ÉLÈVE CONTRE LE VERDICT DE CLASSE DU PROCÈS DE NEW-YORK

Le Bureau Politique du P. C. I. a adressé la protestation suivante à l'Ambassadeur des États-Unis en France:

A M. l'Ambassadeur des U.S.A. Le Parti Communiste Internationaliste, Section Française de la IV^e Internationale, proteste énergiquement contre les sentences qui ont été prononcées par le juge Medina au procès intenté aux dirigeants du Parti Communiste Américain.

Le Parti Communiste Internationaliste proteste contre ces condamnations prononcées pour faits de propagande et dénonce la loi Smith qui a déjà servi en 1941 à condamner les 18 membres du Socialist Workers Party (organisation Trotskyste des U. S. A.) au procès de Minneapolis.

Le caractère anti-démocratique du procès de New-York a encore été souligné du fait des peines de prison infligées, par le juge Medina, aux avocats, pour avoir rempli leur tâche de défenseurs.

Le Parti Communiste Internationaliste s'élève contre toutes les mesures de répression prises par les autorités américaines et appelle à l'union et au soutien avec la lutte des organisations ouvrières américaines contre la politique anti-ouvrière de Truman, à laquelle saura s'opposer le front unique des 60 millions de travailleurs américains de toutes couleurs et de toutes opinions.

Paris, le 17 octobre 1949.

OU VA LA YOUGO-SLAVIE ?

Le 28 juin 1948 éclatait la bombe du Bureau d'Information: la Yougoslavie de Tito était, sur l'ordre de Staline, mise au banc du « camp de la paix et de la démocratie ».

Dès ce moment, laissant l'Humanité se vanter dans ses vomissements et la presse réactionnaire prophétiser le rattachement prochain de la Yougoslavie à la « culture occidentale », notre Internationale a dénoncé l'exploitation marxiste de la crise du stalinisme et des perspectives qui s'ouvraient à la Yougoslavie.

Dix-huit mois plus tard, en parcourant la même presse, nous avons le tableau suivant: Les injures de l'Humanité atteignent à l'hyperbole. On peut se demander s'il en serait de même si la Yougoslavie était passée dans le camp de l'impérialisme. Très certainement, sa noble indignation serait depuis longtemps assuée; elle n'aurait pas plus de haine pour la Yougoslavie qu'elle n'en manifeste contre l'Italie ou la Belgique, signataires du Pacte Atlantique.

Aux yeux des valets de plume de Staline, le crime de la Yougoslavie, c'est d'être restée INDEPENDANTE DE WALL STREET ET DU KREMLIN.

Dans la presse bourgeoise, on commence à déchanter et même à s'alarmer:

« Le Monde du 17 septembre nous écrit: « Le Communisme (lire le Stalinisme) n'est plus l'ennemi » et s'explique: « Prenez 10 personnes dans la rue à Paris, Londres ou Chicago et demandez à chacune qu'elle vous cite une raison valable d'être anti-communiste, autre que l'enseignement de Moscou et l'enseignement stalinien. Combien pourront répondre? Ce qui veut dire en clair: SI STALINE N'EXISTAIT PAS, IL FAUDRAIT L'INVENTER, CAR IL DISCRETISE AUX YEUX DES MASSES L'IDEE DU COMMUNISME. C'est pourquoi Le Monde met en garde la bourgeoisie contre le développement d'une nouvelle idéologie prolétarienne inspirée par le P.C. yougoslave dont « la force de pénétration pourrait être bien plus redoutable que celle des partis staliens actuels ».

Sur le présent, Le Monde a raison: le stalinisme n'est pas l'ennemi de la bourgeoisie. L'un et l'autre s'étant mutuellement combattus, l'action révolutionnaire du prolétariat, l'accord de Yalta n'a fait qu'entrainer cette vieille alliance contre-révolutionnaire. Sur l'avenir, nous posons aussi la question: la classe ouvrière peut-elle espérer voir le P.C. Yougoslave se placer sur le terrain du vrai communisme — qui est internationaliste et révolutionnaire — reprendre la tradition du parti bolchevick dirigé par Lénine? De la réponse que l'histoire donnera à cette question dépend la vie ou la mort du Parti Communiste Yougoslave, la marche en avant ou la démolition du prolétariat révolutionnaire.

Les objectifs de Staline

Avant de se résoudre à lancer l'expérimentation de juin 1948, Staline espérait amener le P.C.Y. et ses dirigeants à capituler. Quelques pressions et la mise au pouvoir d'agents directs de sa Caspérou lui auraient permis de sauver le monolithisme de son appareil.

Ses calculs se heurtent à la réalité de classe qui est plus forte que les plus forts appareils. En Yougoslavie, il n'avait pas affaire à un gouvernement de marionnettes mis au pouvoir par l'armée rouge et la police stalinienne, mais à un gouvernement issu d'une longue guerre de partisans ayant pris le caractère d'une véritable lutte civile contre les éléments bourgeois. Là réside tout le secret de l'échec de Staline.

FATYR.

(Suite page 3)

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone: SUFFREN 62-31

C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Les bourgeois ne trouvent pas la Chambre assez réactionnaire ILS PRÉPARENT L'ÉTAT FORT C'est l'action des ouvriers qui en décidera

M. Moch, comme autrefois le prince de Polignac, était très décidé, mais il ne savait pas très bien à quoi. Tout au moins, c'est ce qui ressortait de la déclaration qu'il fit au milieu de l'ancien ministre de la police à propos de ce que le problème allemand à celui de la grève des fonctionnaires, de la question indochinoise à celle des écoles religieuses, tout d'un coup. Celui qui envoya contre les travailleurs en lutte l'armée et les C.R.S. tenait à confiner sa réputation qu'il jugeait fort: « La France veut être gouvernée », déclarait-il à la Chambre. Et c'est la Chambre qui se montre ingouvernable.

Produire plus, gagner moins

La bourgeoisie française, grâce à la politique menée par les dirigeants ouvriers, a rétabli ses positions. Les bénéfices des trusts sont considérables. Mais le marché intérieur ne peut leur suffire, il ne peut suffire, car les revenus des masses et donc leur pouvoir d'achat sont très faibles. Il faut augmenter les exportations. A cet effet, la dévaluation s'avère insuffisante et même, comme elle a été conçue, désastreuse. Produire à bas prix, tel est le slogan du capital. Comment? Reynaud a répondu pour lui: « En développant la productivité grâce à l'organisation scientifique du travail ».

Bien entendu, il ne peut être question de faire droit aux revendications des travailleurs affamés. La récente déclaration de M. Villiers, le Président du Conseil National du Patronat français, est tout à fait révélatrice à ce sujet: nous ne céderons rien, dit-il, que ce soit sous forme d'augmentations, ni même d'indemnités exceptionnelles. Se tournant vers les parlementaires, ce monsieur ajoute: faites des économies, et une nouvelle fois c'est la Sécurité Sociale qui est sur la sellette.

Dissolution

Les hésitations de la social-démocratie qui ne peut accepter de perdre sa base électorale, qui ne peut voir de gaieté de cœur les succès de la C.G.T.F.O. fondée de jour en jour, exaspèrent la bourgeoisie. « C'est à Daniel Mayer qu'il est revenu le redoutable soin de fermer ce nouveau Cabinet. Son échec certain avait eu le mérite d'éclaircir la situation en mettant fin à une équivoque qui n'a que trop duré », écrit Gabriel Robinet dans le Figaro. Ce à quoi « le Monde » ajoute que l'on se trouve devant une « impossibilité grandissante » de concilier les vœux de la bourgeoisie et celles des sociaux-démocrates. « Leur mariage était certes rendu nécessaire par l'arithmétique parlementaire et peut l'être encore. » Mais tôt ou tard, cela devra « se traduire sur le plan politique par la recherche d'une nouvelle majorité, c'est-à-dire en fait par celle de la dissolution de l'Assemblée Nationale ».

La bourgeoisie veut l'ordre et d'abord au Parlement. C'est-à-dire qu'elle entend voir séger à ce dernier une solide majorité réactionnaire dont le gaullisme fournira une bonne partie des troupes. Elle compte sur la réforme électorale pour réaliser ses objectifs.

En 1944, lorsque les travailleurs avaient les armes, les dirigeants staliens furent nécessaires dans le gouvernement capitaliste. En 1947, les ouvriers désarmés, affaiblis par trois ans de « produire d'abord », la bourgeoisie peut congédier Thorez. Aujourd'hui elle pense qu'il faudrait faire subir le même sort aux dirigeants sociaux-démocrates.

Pourquoi cela? Reynaud a répondu lors de la réunion des groupes de la majorité: « Aujourd'hui, ainsi dit, il n'y a plus de danger social. » A quoi Moch a rétorqué du haut de la tribune qu'on le verrait rapidement rentraire avec la politique de M. Reynaud.

Il réside le centre du problème. La bourgeoisie ne peut donner aux masses populaires ce plus de misère et moins de liberté. Et seule la classe ouvrière, par son action, action allant jusqu'au renversement révolutionnaire du régime, peut faire obstacle au plan de la bourgeoisie.

La classe ouvrière n'a pas marché

Mais il faut le dire clairement, les meilleurs agents de la bourgeoisie sont les leaders staliens. En novembre, décembre 1947, lorsque les travailleurs voulaient la grève générale, ils ont été envoyés dans la lutte, composition après composition, vague après vague et les travailleurs ont été battus. En décembre 1948, ils ont été vaincus. Et aujourd'hui que la classe ouvrière est affaiblie — affaiblie par ses échecs, affaiblie par la gymnastique que lui ont fait accomplir ces mensonges — ils décident tout seuls que les militants doivent aller, jusqu'à 15 heures, ils débranchent et manifestent.

La classe ouvrière est forte, affirme Thorez. Et d'ajouter: le grand danger, c'est que les militants du P.C.F. sous-estiment cette force. Il ment et il le sait. Les militants du P.C.F. s'en rendent compte de plus en plus. De plus en plus, ils se sentent isolés dans la classe, de moins en moins les travailleurs répondent à leurs appels. Les travailleurs en ont assez de la gymnastique stalinienne.

C'est ce fait, Thorez répond en substance aux responsables fédéraux que ce sont des crédules, qui ne comprennent rien. Les dirigeants fédéraux rapportent le compliment aux responsables de section qui le transmettent aux militants de base. Mais les mensonges et les manœuvres bureaucratiques n'ont jamais modifié le rapport de force entre les classes ni préparé la victoire. Ils ne font que renforcer le découragement.

Où, les partis bourgeois sont divisés et ils étalent leurs divergences. Mais, s'ils le font, c'est aujourd'hui, non parce que la classe ouvrière est forte, mais parce qu'elle est faible, parce que le « dmet social n'est pas très agité » (Moch). Si la classe ouvrière pouvait mener une offensive inébranlable, on se verrait vite résoudre leur front de classe.

Frachon bavarde sur le nouveau Juin 36. Mais, en Juin 36, les travailleurs se sont pratiquement pas trouvés aux prises avec l'ar-

mée et la police bourgeoise. Aujourd'hui, toute offensive d'ensemble mettant en danger la vie du gouvernement et avec lui du régime verrait se dresser les mitrailleuses et les tanks.

Les travailleurs haïssent Moch, ce renégat aux mains rougies par le sang de leurs frères. Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre de quelque gouvernement bourgeois que ce soit, sinon la surrégulation et la misère. Mais, pour renverser ces gouvernements, pour mettre en danger le régime, la classe ouvrière doit être forte et unie. Aux travailleurs ne s'ouvre pas la voie d'un nouveau Juin 36, mais le choix entre un nouveau désastre comme celui du 30 novembre 1938 et le combat révolutionnaire victorieux de leurs frères russes en 1917. Et la politique stalinienne ne fait que rapprocher le premier et éloigner le second.

La classe ouvrière comprend de plus en plus. Aussi, jeudi 13, dans sa majorité, sa grosse majorité, elle n'a pas marché. Tous les mensonges de « l'Humanité » n'y changeront rien.

Le résultat de cette nouvelle manœuvre stalinienne? La classe ouvrière est plus faible et plus divisée, la bourgeoisie plus confiante et plus intrépidité.

Ce sont ceux qui se battent qui doivent décider

Oui, il faut mener la lutte contre les gouvernements bourgeois, tous les gouvernements bourgeois et les chasser. Mais pour cela, il faut un Parti révolutionnaire, il faut venir le construire avec nous.

Oui les travailleurs doivent et veulent lutter pour leur pain et pour leurs libertés. Mais ce ne sont pas les bureaucrates qui doivent décider des buts, de l'heure, des formes de l'action. Ce sont les travailleurs eux-mêmes. Ceux qui font la grève, ceux qui paient les pots cassés quand elle est vaincue.

Tout l'avenir réside en ceci que les travailleurs qui échappent à la tabelle des bureaucrates syndicaux ne tombent pas dans la passivité et le découragement. La réponse à cette préoccupation, c'est la réalisation de la démocratie ouvrière, l'organisation dans chaque entreprise de Comités regroupant les ouvriers ayant pris conscience de ce fait et la conquête par leurs soins de la majorité de leurs camarades.

La classe ouvrière a montré suffisamment de courage et d'initiative pour qu'il lui soit fait confiance.

MARIN.

De leur "unité d'action" à la grève générale

JAMAIS, au grand jamais, on n'avait tant entendu de déclarations sur les impérieuses nécessités de l'heure: l'unité d'action, la grève générale, refaire juin 36.

Bien sur, il y a bien quelques points noirs. Le Bureau de la C.F.T.C. veut bien « souper avec le diable » — la C.G.T. — mais pas tout seule et en tout cas avec une longue cuillère.

Le Bureau de F.O., très pince-sans-rire, se refuse, lui, à faire le troisième convive d'un festin dont un participant — la C.G.T. — n'est pas un Syndicat « libre ».

Enfin, malgré tout, les travailleurs pourraient se réjouir en se disant que tout de même « ils vont bien finir par se mettre d'accord, s'ils parlent tous de la même chose! »

Eh bien! justement non! Ils ne se mettront pas d'accord! Leurs intérêts sont vraiment trop différents.

Jouhaux — Jouhaux le jaune — qui parle de grève générale? Allons donc!

Mais que voulez-vous qu'il fasse d'autre pour donner un coup de main à ses petits copains socialistes? Montrons donc aux bourgeois que les travailleurs veulent se battre: ça les empêchera de vider Moch ou Mayer. Ils sont si utiles dans ces moments-là!

A moins encore que Jouhaux ne

nous prépare une nouvelle provocation style novembre 38!

Pour Tessier-Bouladoux, il s'agit de bien montrer qu'ils sont toujours là, à une clientèle par trop... fondante!

Les mobiles de Frachon et des dirigeants staliens sont de toute autre nature.

Il s'agit de reprendre en main la classe ouvrière. Il faut lui faire oublier les trahisons de 1944, 47, 48, pour ne remonter qu'aux plus récentes. « C'est maintenant aux travailleurs de décider démocratiquement de leur sort », disent-ils. C'est eux qui réalisent, par la base, l'unité d'action.

Que n'ont-ils permis aux travailleurs de s'exprimer aussi démocratiquement sur le soutien qu'ils entendaient apporter aux mineurs en lutte?

Mais cette démocratie ne doit pas

L. BRADIER.

(Suite page 4)

RAJK ASSASSINÉ, STALINE PRÉPARE D'AUTRES MEURTRES

Les méthodes de gangsters du stalinisme doivent être extirpées du mouvement ouvrier

Le télégramme ci-dessous, signé des noms suivants: Claude Aveline, Claude Bourdieu, René Dismont, Daniel Guérin, Jacques Monod, Emmanuel Mounier, L. Martin-Chauffier, Maurice Nadaud, a été adressé à la Présidence du Conseil de la République Hongroise le 15 octobre 1949:

« Profondément émus caractères son convaincant débats procès Rajk, à la lecture même documents officiels, demandons justice hongroise et gouvernement hongrois révéler avant commettre acte qui bouleverserait conscience mondiale. Demandons commissions libres juristes internationaux examinent ensemble accusations portées contre tous accusés. »

Nous devons saluer ce télégramme. Il montre que l'atmosphère stalinienne n'a pas tout submergé et que des notions de probité révolutionnaire subsistent dans le mouvement ouvrier et

parmi les intellectuels liés à celui-ci. Ce télégramme est important par plusieurs aspects. D'abord, la démonstration de la fausseté de toute la propagande stalinienne sur le thème: quiconque s'oppose à nous est un fie ou un vendu à l'impérialisme. Car nous ne sommes pas la vie des signataires est un démenti déloyal à cette affirmation, mais de plus Louis Martin-Chauffier et Aveline sont les supporters des staliens depuis de nombreuses années.

De plus, ce télégramme est une expression de la crise très profonde que les crimes de la colonnisme stalinienne ont provoquée dans les milieux intellectuels; crise qui n'est qu'un aspect de la crise générale que la politique contre-révolutionnaire du stalinisme a fait naître dans le mouvement ouvrier.

Mais ce télégramme de protestation n'a pas arrêté, bien entendu, le bras du bourgeois Rajk et plusieurs accusés ont été pendus. Et il n'arrêtera pas non plus la poursuite des procès et des épurations que la bureaucratie du Kremlin entreprend

dans les pays de « démocratie populaire ».

Car ni les protestations, ni le dégoût ne peuvent plus réformer le stalinisme, ni retransformer les partis staliens en partis bolcheviques.

Ce sont ceux qui se détachent du stalinisme, veulent empêcher la démoralisation de s'étendre dans les rangs ouvriers, ils doivent ouvrir à la construction d'un véritable parti communiste. Les intellectuels peuvent jouer un grand rôle dans cette tâche, qui permettra la reconstruction communiste du mouvement ouvrier, dans la mesure où ils auront pour principal souci, en rompant avec le stalinisme, de ne pas se compromettre avec les propagandistes de la « démocratie » américaine.

RETENEZ VOTRE SOIRÉE du 10 Novembre

Après ceux de Bône et de Marseille les dockers de Dunkerque refusent de charger les bateaux pour le Viet-Nam

LES conseils syndicaux des marins de commerce et des dockers (C.G.T.) de Marseille ont adopté une résolution appelant « les marins et les dockers à manifester leur vif désir d'avoir des relations normales avec le peuple du Viet-Nam et pour cela arrêtés de tout embarquement et transports d'armes à destination de ce pays ».

Plusieurs arrêts de travail ont été observés à bord de différents navires. Une nouvelle fois, les dockers et marins expriment leur volonté de lutter efficacement contre la guerre de brigandage de l'impérialisme français au Viet-Nam.

Mais ces luttres ne doivent aboutir à un résultat qui n'elles sont couronnées, généralisées et soutenues par l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est là le devoir des dirigeants syndicaux. Ils s'y dérobent et diminuent ainsi considérablement l'efficacité de ces mouvements.

Une nouvelle direction émanant réellement de la classe ouvrière et contrôlée par elle est également nécessaire pour donner toute leur efficacité au combat des marins et dockers contre la guerre du Viet-Nam.

LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

révélée par Maurice Thorez

L'INTELLIGENCE politique, l'aptitude des communistes à sentir, à exprimer les aspirations, les volontés de la classe ouvrière de France ne peuvent avoir disparu...

Autrement dit, les liens du parti stalinien avec la classe ouvrière sont actuellement fort desserrés, ce que chaque membre de ce parti constate chaque jour...

La « juste politique » est basée sur l'affirmation que « les forces du mouvement ouvrier et démocratique sont en progrès à travers le monde »...

Le docteur Coué conseillait à ses malades de se répéter chaque jour je vais bien, pour guérir. La méthode Coué appliquée depuis 18 mois dans le P.C. s'est montrée impuissante...

« Nous entendons trop souvent dire par les dirigeants fédéraux: nous avons sous-estimé les possibilités, nous aurions pu réaliser davantage... »

Passons brièvement sur le fait que « tous les militants... manifestent une certaine incompréhension quant AU CONTENU ET A L'ACTUALITE de notre mot d'ordre du GOUVERNEMENT D'UNION DEMOCRATIQUE (1) ».

L'exposé de Thorez n'apprendra à personne ce que signifie ce mot d'ordre: tout au plus, ayant lu la citation de Marx rappelée par Thorez, bien des militants pourront penser: la première fois, le tripartisme, c'était vraiment la tragédie; aujourd'hui, le mot d'ordre d'Union Démocratique, c'est la farce.

Mais Thorez va lâcher la gros morose: « Les militants avaient connu une vie épauvante de lutte clandestine, risquant à chaque instant la mort... »

Pour de l'aplomb, ça se pose un peu là. L'esprit de classe a disparu au lendemain de la « libération » sans que Thorez y ait pour quelque chose; il n'a pas fait de discours à l'iry pour que les armes soient rendues, il n'a pas fait de discours à Wiazna pour que les mineurs triment tant et plus, le P.C. n'a pas dénoncé la grève comme étant « l'arme des trusts ».

Peu convaincu lui-même au fond de l'efficacité de son argumentation, Thorez va finalement faire appel à la vigilance: « Nécessité de la vigilance à l'intérieur même du parti (1) contre les agissements possibles des ennemis de la classe ouvrière... »

D'où le couplet sur les trotskystes, les titistes, etc... Mais la menace vise haut. Il ne s'agit plus seulement de « certains militants », de « dirigeants fédéraux »; c'est au sommet que quelque chose se trouve pas tend, car ce n'est pas par hasard que Thorez rappelle le « groupe politique Barbi-Celoz » (ce qui n'est pas amical pour son collègue du Bureau Politique Billoux, qui en faisait partie).

« Trop souvent des membres du Parti et même du Comité Central n'accordent pas une

attention suffisante sur ce point. Il faut renforcer la vigilance révolutionnaire, être plus attentifs, démouquer et combattre les agents de l'ennemi sans hésitation. »

« Des membres du Comité Central ! Nous ne serons pas trop surpris de voir un de ces jours Thorez cesser les accusations anonymes; la méthode Coué s'avrait inefficace, il ne restera plus que la main de l'ennemi pour expliquer la crise du P.C.F. »

A tous les membres du Parti stalinien que le discours de Thorez décevra d'autant plus qu'il a prétendu vouloir répondre à leurs préoccupations, nous disons: il n'est pas vrai que vous avez les yeux fermés comme Thorez le prétend; hier il vous disait de faire confiance aux ministres communistes, aujourd'hui il vous reproche de n'avoir plus de flamme. Dans un cas comme dans l'autre, il vous trompe, il sert ses maîtres du Kremlin aux dépens des intérêts de la classe ouvrière.

Le parti stalinien appartient à Staline. Ses dirigeants, vous répétez les directives de leur maître. Pour assurer le triomphe de la cause du communisme, il vous faudra, avec nous, construire un parti qui n'appartienne qu'à vous.

Pierre FRANK.

(1) Souligné par l'Humanité.

Pour les 900 Abonnés APPEL AUX "AMIS DE LA VÉRITÉ"

La place nous manque pour nous adresser comme nous le voudrions aux « Amis de la Vérité ». Cependant ils existent, fidèles, dévoués et lentement mais régulièrement leur nombre augmente.

Leur stabilisation et leur développement vont bientôt nous permettre de faire du réseau de sympathisants individuels qu'ils sont encore une véritable organisation de soutien de notre journal.

Mais nous ne pourrions aborder cet important problème que lorsque notre campagne d'Abonnement sera en bonne voie.

La Fête de "La Vérité" s'annonce bien

Les concours d'artistes amis de notre journal ne manqueront pas à notre fête du 18 novembre.

Annette Poivre et Bussière, les inoubliables créateurs de Branquignol, seront là. Roger Pigault dira des vers de Prévert. Suzanne Girard, Grand Prix de la Chanson 1949, révélera de nouvelles chansons d'avant-garde. Maurice Baquet et Jacqueline Figs, danseuse de claquettes sur pointe, nous ont promis de faire l'impossible pour être là malgré leurs engagements en cours.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS La permanence se tient désormais les samedis, de 16 à 19 heures, 19, rue Daguerre, Paris (14^e) (au fond de la cour). Tél. : Suif. 62-31.

Cellule Chausson. Tous les mercredis, de 18 h. 30 à 19 h. 15, au Centre administratif d'Anières (Salle 2). Cellule Danlieu-Sud.

La Vérité est vendue le dimanche matin, chaque quinzaine, au Marché de la Butte-aux-Latins (Chatenay) et de la Cité (Plessis-Robinson).

BREST Léonic, Isaï, 12, Petit-Paris.

QUIMPER Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper.

NANTES La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay, par les militants du P.C.

DOUAI-FENAIN Café Lesecq, place Saint-Wast, les 2^e et 4^e dimanches de chaque mois, de 10 heures à 11 heures.

HELLEMES Victor, 33, rue Dordin, tous les jours de 19 heures à 20 h. 30.

SAINT-ETIENNE Le samedi de 18 heures à 19 heures, Café Besnet, place du Peuple.

MONTPELLIER S'adresser à Maurice Barguère, 2, rue Saint-Catherine, Montpellier.

NANTES Réunion publique et de sympathisants le 2 Novembre, à 20 h. 30, Café Vendéen, place Viarme, sur le sujet suivant: « LE TOURNAI ECONOMIQUE ET LES LUTTES OUVRIÈRES ».

Bulletin d'abonnement

Je déclare souscrire un abonnement d'un an (24 numéros): 200 francs ou de 6 mois (12 numéros): 100 francs à la « Vérité ».

Nom. Prénoms. Adresse. A adresser à « La Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (14^e). C.C.P. Mlle Picard, 5660-38 Paris

Le gérant: Julia Imp. spec. de « La Vérité »

Une lettre du Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse

Les belles phrases des pacifistes n'ont jamais empêché les guerres

Nous avons reçu du Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse la lettre suivante qui complète l'interview du Secrétaire de ce mouvement, Marcel Hemec, publiée dans le dernier numéro de « La Vérité », précisant la position de ce mouvement sur la question de la guerre et du Parti.

Chers Camarades,

L' refrain d'un de nos chants dit: « C'est par la lutte de classes que l'ouvrier se défend. » C'est par la lutte de classes que le travailleur s'efforce, tout en préparant le jour de la Révolution, d'arracher au Capitalisme des conditions de vie meilleures.

C'est par la lutte de classes qu'il combat la guerre impérialiste, qui n'a jamais fait qu'un vaincu: le Proletariat. La guerre ne peut passer que si la classe ouvrière internationale a été mûrie, étouffée, rendue incapable de la moindre réaction.

Nous disons aux jeunes: « Chaque revendication concédée par le Patronat est un pas en avant de la classe ouvrière; la guerre recule d'autant. Sont-ce les bulletins de vote pour la Paix, même par millions, qui arrêteront la guerre d'Indochine, ou le refus des dockers, des marins de charbonnages et munitions contre le Vietnam? »

Mais ce n'est pas seulement en dénonçant l'horreur (ce que nous faisons ici) d'une nouvelle guerre qu'on l'arrêtera. Il n'y a que trop d'exemples historiques. Avant 39, les pacifistes de tout poil ont fait de fort belles phrases sur ce sujet; malheureusement, la guerre venue, ils se sont retrouvés fidèles serviteurs de leur bourgeoisie nationale. Mais il y a eu aussi les révolutionnaires qui, avec Lénine, à Zimmerwald, en 1916, jetèrent les bases d'une action défaitiste contre le carnage mondial; il y a eu ceux qui de 40 à 46 tentèrent d'organiser, malgré la répression de la Gestapo, la fraternisation entre prolétaires français et prolétaires allemands sous l'uniforme. C'est à cette tradition que nous nous rattacherons.

Mais s'il s'agit d'une action politique, nous disons aussi certains, pourquoi ne conseillez-vous pas aux jeunes de militer dans un Parti politique?

Les partis ouvriers doivent-ils

et loin de la participation à la direction de... AUJOURD'HUI ELLE TEND DE PLUS EN PLUS A SERGER EN CLASSE DIRIGEANTE. SON ROLE TEND SANS CESSER A CROITRE, ALORS QUE TEND A DIMINUER CELUI DES TRUSTS. »

Le plus prodigieux de l'histoire, c'est que les travailleurs ne se soient pas aperçus de ce qui leur était arrivé et que ce bon Guyot à la gentillesse de leur annoncer là: il sont devenus presque classe dirigeante sans le savoir, comme M. Jourdain faisant la prose. Notons bien que ceci n'a pas été écrit dans l'exaltation des journées d'août 1944, mais en 1947 où beaucoup d'eau avait déjà coulé sous les ponts.

Bien entendu, la situation n'est plus la même aujourd'hui où le P.C.F. est en dehors du gouvernement. R. Guyot a eu soin de nous l'indiquer.

« Dans la situation présente, ce qui détermine le tendresse d'un gouvernement en France, c'est la participation ou la non participation des communistes... En excluant les communistes de la participation à la direction des affaires du pays, l'Etat serait vidé de ses éléments de démocratie que le peuple avait réussi à « développer. »

Nous nous trouvons, incontestablement, devant le réformisme le plus vulgaire, le plus fou — car il ne peut plus être question d'utopie. La participation ministérielle est envisagée comme la voie infaillible de l'émancipation du prolétariat. Les luttes ouvrières ne sont qu'un moyen d'améliorer, d'aménager la démocratie bourgeoise et de sauvegarder la présence de ministres « communistes » dans les Conseils de Cabinet.

Le stalinisme, réédition du réformisme

En rééditant le réformisme de la social-démocratie, Lénine a fatigué par avance le stalinisme.

C'est qui parle de la démocratie en général sans préciser son caractère de classe, Lénine répond (1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste):

« Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte des classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait. Dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'estais de démocratie en général. Il n'y a que la démocratie bourgeoise... LA PLUS DEMOCRATIQUE DES REPUBLIQUES BOURGEOISES NE SAURAIT ETRE AUTRE CHOSE QU'UNE MACHINE A OPPRIMER LA CLASSE OUVRIERE »

La tâche d'un mouvement de jeunes est différente de celle d'un Parti. Le Parti dirige, est à l'avant-garde des luttes ouvrières; le mouvement de jeunes a surtout pour but d'éduquer la nouvelle génération ouvrière.

L'adhésion à un Parti représente une prise de position beaucoup plus directe. Nous nous adressons, nous, à des jeunes qui n'en sont le plus souvent, qu'au stade de la révolte contre la société qui les étouffe et les exploite. Nous ne leur demandons pas de nous croire sur parole; nous demandons à ces jeunes que la propagande chauvine écœurée, qui savent qu'il n'y a pas de différence entre prolétaires russe, américain, indochinois ou français, de venir faire parmi nous leur expérience. Une expérience vivante dans la lutte de tous les jours.

L'année qui vient de s'écouler nous a montré la justesse de nos positions. C'est de plus en plus nombreux que les jeunes viennent à nous. De nouveaux groupes, de nouvelles régions se sont montés. Nous en avons récemment fait l'expérience dans un camp national d'éducation auquel ont participé des militants d'à peu près toutes les régions de France. Nous ne prétendons pas avoir répondu à tous les problèmes, ni avoir apporté les seules solutions possibles. Notre politique s'appuie sur des enseignements du marxisme et sur l'expérience historique du Proletariat mondial. Sur ces bases, il est possible d'élaborer une politique révolutionnaire pour la jeunesse. Cependant, nos propres connaissances, nos propres expériences sont encore limitées, il existe des dizaines de milliers de jeunes qui ont d'autres expériences, d'autres connaissances et aussi d'autres opinions. C'est avec eux que nous voulons construire le M.R.J. C'est avec eux que nous voulons, dans l'année qui vient, tenir le Congrès constitutif du M.R.J. Notre mouvement s'ouvre largement à tous ceux qu'anime la volonté de combattre aux côtés de la jeunesse ouvrière de ce pays et nous espérons fermement qu'ils viendront à ce Congrès discuter avec l'ensemble de nos militants des meilleures méthodes d'action propres à assurer le combat de la jeunesse travailluse.

Salutations révolutionnaires. Le Secrétaire du M.R.J.

pour le compte de la bourgeoisie et d'une poignée de capitalistes.

La démocratie bourgeoise, c'est la démocratie pour une minorité, pour les riches, dit-on. Lénine par ailleurs. Mais est-il bien nécessaire de faire la démonstration de l'hyppocrisie de ce régime qui n'accorde de libertés aux travailleurs que pour autant que ceux-ci ne menacent pas les privilèges de la bourgeoisie et les profits capitalistes?

Il est absurde de s'imaginer une évolution vers le socialisme passant par une démocratie capitaliste réformée, de plus en plus parfaite. Parlant de ces « pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes les réveries sur l'entente des classes et se sont représentés la transformation socialiste sous la forme de la soumission pacifique de la minorité à la majorité consistante de ses tâches », Lénine rappelle que: « Cette utopie pacifique bourgeoise, indissolublement liée à la reconnaissance d'un Etat ou-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et de 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation « socialiste » aux ministères de la République en Belgique, en France, en Italie et ailleurs, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle » (« L'Etat et la Révolution »).

Les « nouveaux » chemins conduisant au socialisme

On peut se demander où veut en venir R. Guyot avec son réformisme suzané. Il ne faudrait pas croire qu'il s'est livré à une élaboration de son propre cré. Non! En réalité, sa conférence avait pour but de commettre et de répéter en déclaration du 18 novembre 1946 au « Times » de Maurice Thorez, suivant laquelle:

« Les progrès de la démocratie à travers le monde permettent d'envisager, pour la marche au socialisme, d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers la démocratie, de progrès et de justice sociale. »

Cette déclaration fut précisée à l'époque par les Dnitrovs qui découvraient que:

« L'avantage de la démocratie populaire telle qu'elle existe en Bulgarie, c'est qu'elle rend possible le passage au socialisme sans dictature du prolétariat. »

Tout le développement de R. Guyot tendait à montrer le nouveau chemin pour la marche au socialisme: « Faire progresser la démocratie française dans la voie d'une démocratie nouvelle et populaire. » Ce nouveau chemin, nous l'avons vu, passe par les

LES OPPRESSEURS DU PEUPLE ALLEMAND

APRES la République allemande de Bonn, la République allemande de l'Est vient d'être proclamée. La division de l'Allemagne et sa mise en tutelle par l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, commencent à Yalta et à Potsdam, sont une fois de plus consacrées.

En créant la « République démocratique de l'Est », Staline n'a pas pour autant décidé de traiter le peuple allemand sur pied d'égalité. « L'Union Soviétique n'a rien abandonné en Allemagne », écrit Pierre Courtade dans « l'Humanité » du 18 octobre 1949, « à Kaliningrad, ni la frontière Oder-Neisse, ni les réparations, ni l'affirmation du principe de la responsabilité collective du peuple allemand. »

Ainsi c'est clair l'U.R.S.S. continuera d'exploiter la « République socialiste d'Allemagne » et les chefs stalinien français continueront d'exiger pour le gouvernement capitaliste français les réparations et le contrôle de la Ruhr. Le fond de la politique de Moscou reste le même. C'est seulement la nécessité de faire de la surenchère aux mesures prises par l'impérialisme dans l'Ouest de l'Allemagne, qui a conduit la bureaucratie soviétique à modifier quelque peu le système de la zone soviétique.

Et comme l'explique avec un cynisme honnête l'ancien Courtois dans l'article précité, il n'y a pas de risque à mener cette politique, car : « l'application stricte des accords de Potsdam avait enlevé aux Allemands de l'Est toute base politique et économique. Ils n'étaient plus rien et on n'avait pas besoin d'eux. Dans ces conditions, ils n'avaient plus qu'à se soumettre. Ils l'ont fait très justement. »

Sans la terreur du Guepéou et l'occupation de l'Armée Russe, il y a bien longtemps que le peuple allemand de l'Est se serait libéré de l'oppression stalinienne, tout comme le peuple allemand de l'Ouest se serait débarrassé de l'oppression de l'impérialisme, si les colottes de peau des armées anglo-franco-américaines n'y étaient aussi nombreuses.

A tous ceux qui aujourd'hui oppriment le peuple allemand, nous trotskystes, fidèles à l'internationalisme prolétarien, disons : — Le peuple allemand ne porte aucune responsabilité dans le déclenchement et dans le déroulement de la dernière guerre. Les seuls responsables sont les divers gouvernements capitalistes.

- Les impérialismes et l'U. R. S. S. se conduisent aujourd'hui à l'égard de l'Allemagne comme Hitler se conduisit hier avec les pays qu'il occupa.
- Nous sommes sans réserve aucune pour :
 - l'unité allemande;
 - le droit du peuple allemand à disposer de lui-même;
 - l'arrêt immédiat des réparations;
 - la libération des provinces annexées;
 - le départ immédiat de toutes les troupes d'occupation.

M. MESTRE.

L'IMPERIALISME ASSASSINE EN ALGERIE

Le M.T.L.D. nous communique une protestation contre le terreur qui règne en Algérie, sous le prétexte d'un « socialisme » Naegelen. En voici les extraits essentiels :

Dans la région terrorisée de Sidi Ali Bouabou, commune de Camp du Maréchal, un véritable climat de peur règne sur les déshéras des Ouled Saïda et Bouzid subitement désertes. La terreur et la panique semées par les brigades de gendarmerie prennent une ampleur extraordinaire. Les ruines et la désolation ont des proportions terribles. La situation grave qui se présentait mardi est encore plus alarmante. Une centaine de maisons ont été complètement saccagées; les portes défoncées, les jets démolis, la vaisselle et les tables brisées; l'huile, les céréales, les figues, les fèves, le pétrole, tout est mélangé, jeté et répandu par terre. Des vicieux ont été torturés, des femmes violées.

Les opérations continuent. Au moment où ils quittaient le Douar à la tombée de la nuit, les délégués du M.T.L.D. ont appris qu'un commando de gendarmes se dirigeait sur la direction de INPHEL MAU continue cette œuvre de destruction et de dévastation.

Le M.T.L.D. alerte l'opinion publique française et internationale contre ces actes de vandalisme et de brigandage. Ces criminels et inexcusables destructions contre les peuples populations doivent cesser. Une autre Décha est livrée, sans défense, à la cruauté et à la sauvagerie déchaînées des gendarmes de l'ordre impérialiste. Cette situation insupportable et révoltante ne saurait durer.

OU VA LA YUGOSLAVIE ?

(Suite de la 1^{re} page)

Dans une deuxième étape, il tenta de scissionner le P.C.Y. en vue de proposer un coup d'Etat d'une fraction kominformiste contre l'actuelle direction. Ses colonnes aboutirent seulement à souder le P.C.Y. et à l'amener à une certaine clarification idéologique.

La troisième étape, c'est le blocus économique, les concentrations de troupes, les incidents de frontière, l'utilisation des partisans grecs contre la Yougoslavie, le procès en sorcellerie de Budapest, le sacrifice de la « Démocratie Populaire » d'Hever Hadja. Lorsque Staline se sera convaincu de l'échec de ces moyens simples, il devra rechercher un accord direct avec les U.S.A. pour étouffer l'insolente Yougoslavie. Ne parlons pas de déjà d'une offre de liquidation de partisans grecs en échange de la non-élection de la Yougoslavie au Conseil de Sécurité? Ces bruits sont peut-être prématurés, mais il ne fait pas de doute que des accords plus graves encore D'ONT nécessairement été recherchés par Staline.

Ce nouveau pas n'est pas franchi; nous en sommes à la 3^{ème} étape dont le but est évident : — CONTRAINDRE LA YUGOSLAVIE A CHERCHER L'AIDE ECONOMIQUE, DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE DE L'IMPERIALISME. Peu importe à Staline de livrer une « Démocratie Populaire » aux fascistes et aux généraux yankees, peu lui chaut les conséquences néfastes pour la défense de l'Union Soviétique. Staline ne défend pas l'Union Soviétique des ouvriers et des paysans, il défend la BUREAUCRATIE soviétique installée sur le dos des ouvriers et des paysans qui firent la Révolution d'Octobre.

Et en son défendeur de sa caste, l'ancien Jo DOIT ouvrir la Yougoslavie à Truman pour démontrer sa classe policière : « Hors de la soumission totalitaire à mes ordres, il n'y a que soumission à l'impérialisme, complots fascistes, agents du Mikado, de Truman, de Hitler. » Rien n'est plus important pour lui que cette « démonstration ». Le bureaucrate thermidorien n'est pas assez aveugle pour ne pas savoir quel danger représente l'action autonome et révolutionnaire du prolétariat.

La position de la Yougoslavie dans le Monde

En tant que pays la Yougoslavie, indépendante de Wall-Street et du Kremlin, est seule dans le monde.

Comment l'explique donc la résistance du gouvernement de ce petit pays aux assauts furieux de l'appareil stalinien et à la pression de l'impérialisme.

D'abord par l'origine de ce gouvernement dans la lutte des masses ouvrières et paysannes yougoslaves.

et passer du temps avec l'aide des leaders ouvriers corrompus ». En d'autres termes, les dirigeants ouvriers participant au gouvernement bourgeois constituent le dernier rempart du capitalisme.

L'Etat capitaliste doit être brisé

Les « nouveaux chemins » de Maurice Thorez menant aux socialisme sont des vieux sentiers battus, boueux du réformisme. Qui dit « qui est possible de passer au socialisme sans la dictature du prolétariat », qui dit « on peut attendre le socialisme sans révolution. De quelque côté que la tourne et tourne l'interprète, le découverte de Dimitrov ne peut avoir un autre sens. La dictature du prolétariat est la résultante immédiate du renversement violent de l'Etat bourgeois, de la révolution. Se passer de la dictature du prolétariat, c'est se passer de la révolution. C'est aussi finalement se passer du socialisme. Cela ne concorde-t-il pas avec les constructions de R. Guyot? N'est-ce pas à cela qu'elles aboutissent pratiquement?

Janis encore on vit des oppresseurs abandonner leur domination sans opposer une résistance farouche ne reculant devant aucun moyen. Jamais encore une classe opprimée accéda au pouvoir sans renverser par la force ses maîtres et établir sa nouvelle domination par la dictature durant une première période. Y aurait-il une exception pour le soulèvement le plus profond de toute l'histoire, celui qui doit remplacer la domination d'une minorité d'exploiteurs par la grande majorité des opprimés? Cela est inconcevable et absurde.

Faut-il croire que tout doit se passer comme en Russie en 1917? Certainement pas. Comme l'écrit Lénine dans l'Etat et la Révolution :

« Les formes des Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est : tous les Etats sont d'origine onéreuse et d'une autre, mais en dernière analyse, néoconcrète, UNE DICTATURE DE LA BOURGEOISIE. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment pas se passer d'une énorme abondance et diversité de formes politiques; mais leur essence sera inévitablement une LA DICTATURE DU PROLETARIAT. »

Après Marx et Engels, Lénine répète des centaines de fois qu'il ne peut y avoir de passage au socialisme sans dictature du prolétariat.

La classe ouvrière doit BRISER, DEMOLIR la machine d'Etat du capitalisme qui ne peut lui être d'aucun usage, c'est la condition préalable de tout affranchissement véritable des travailleurs. Elle y substituera, à l'image de la Commune de Paris et des Soviets de 1917, ses propres organes du pouvoir appropriés à ses tâches historiques et qui ne peuvent rien avoir de commun avec la machine d'Etat du capitalisme.

Telle est, en résumé, la conception marxiste-léniniste du problème du pouvoir et de l'Etat, et la seule voie possible pour un combat victorieux du prolétariat.

A. DURET.

(1) Paru en brochure aux Editions du P.C.F., 44, rue Le Pelletier, Paris (9^e).

Essais par l'approfondissement dans le pays même, au cours des dix derniers mois, des mesures d'expropriation économique et politique des éléments capitalistes des villes et des campagnes. Le régime a renforcé ses liens avec les masses d'ouvriers et de paysans pau-

La question des réparations hongroises

CONFORMEMENT au plan de blocus économique de la Yougoslavie, le gouvernement hongrois a annoncé qu'il cessait de payer les réparations dues à la Yougoslavie pour les destructions opérées par les troupes hongroises pendant la guerre.

Le gouvernement yougoslave base sa protestation sur le « DROIT INTERNATIONAL » et invoque les déclarations de Molotov sur les devoirs des pays vaincus à l'égard des vainqueurs.

C'est là une politique très erronée et tout à fait contraire aux intérêts de la Yougoslavie.

Le mot d'ordre de Lénine en 1917 était : « La paix sans annexions ni sanctions. » Tel est le mot d'ordre de l'internationalisme prolétarien.

Si le P.C.Y. était capable sur ce point de revenir au Léninisme, il porterait un coup redoutable aux brigands impérialistes et à la bureaucratie de Moscou qui, au nom des réparations, exploite et elle les « Démocrates Populaires ». Il gagerait sur ce point la sympathie et l'appui des masses exploitées du monde entier.

ANNULATION DES REPARATIONS ET DES SANCTIONS, RETRAIT DE TOUTES LES TROUPES D'OCCUPATION!

Le drame du prolétariat grec

DEPUIS la fin de l'année 46 la guerre civile s'était emparée de la Grèce. La guerre des partisans inaugurée pendant l'occupation s'était rallumée contre la dictature des agents de l'impérialisme. La Grèce était un vieux bastion anglais en Méditerranée. Le peuple grec qui avait accueilli le jour du fascisme allemand croyait en 44 tenir sa liberté dans ses mains. Mais à Yalta les « grands » en avaient décidé autrement. Dans le monde partagé à l'immuable la Grèce était à nouveau la proie des banquiers de la City. Ceux-ci bientôt relevés par l'impérialisme américain ont armé et payé la misérable bourgeoisie nationale pour poursuivre et élargir le mouvement ouvrier qui fit montre d'un courage et d'une combativité admirables. Aujourd'hui la guerre civile est à peu près liquidée. Elle se solde par une défaite des travailleurs.

Comment en est-on arrivé là?

L'explication des stalinien qui avaient la confiance et dirigeaient la lutte du prolétariat et de la paysannerie grecs est très simple : la défaite est le fruit de la trahison. C'est la Yougoslavie qui, en passant dans le camp de l'impérialisme a trahi la Grèce, permis aux troupes du Gouvernement de Tsaldaris de vaincre militairement en tournant l'armée populaire grecque par le territoire yougoslave.

L'explication simple satisfait l'esprit, dispense de la fatigue de penser et de contrôler les faits. La « trahison » de la Yougoslavie, une fois admise a priori, il devient inutile de s'arrêter à tout ce qui passe par le canal de ce pays. Même s'il s'agit de déclaration de très nombreux partisans grecs qui affirment de telles déclarations précises que la frontière yougoslave ouverte pour eux était fermée pour les troupes du Gouvernement d'Athènes. Ces déclarations deviendraient moins dignes de foi que les « repentirs » unanimes des « monstres » soudainement domptés par le tribunal de Budapest.

S'en tenir à l'explication simple dispense de se souvenir de la « maladie » de Markos et de l'épuration de l'Etat-Major de l'armée populaire grecque qui l'accompagna. Cela dispense de constater que cette épuration déclina les cadres de ce parti et du Parti Communiste grec et démolira les partisans. Cela dispense de comprendre que la lutte contre la Yougoslavie avait beaucoup plus d'importance pour Staline que celle des travailleurs grecs contre le capitalisme, que pour cette raison à une lutte où un combat des succès se substituait une tactique défensive qui ne pouvait conduire qu'à des défaites.

Ecrire l'histoire comme un mélodrame, éviter d'avoir à se poser des questions comme celles-ci : Pourquoi le P. C. grec ne fut-il pas membre du Kominform, pourquoi la lutte du peuple grec ne fut-elle l'objet d'aucun appel à l'aide du prolétariat mondial, pourquoi ses offensives n'avaient-elles lieu qu'aux moments de haute tension de la guerre froide? Cela évite d'écouter Gurdell Hull qui répond à ces questions dans ses « Mémoires » en révélant les accords secrets conclus entre les U. S. A. et l'U. R. S. S. au sujet des Balkans. Même quand les faits se chargent de prouver que le sort de la Grèce dépendait du partage des zones d'in-

fluence entre l'U. R. S. S. et les grands Impérialismes, mieux vaut ne pas croire le diplomate américain qui découvre le pot aux roses. La « trahison yougoslave » dispense de longs retours en arrière.

Elle dispense encore de comprendre le sens de la capitulation de Varkiza où la direction du P.C. grec obligea ses partisans à « laisser désarmer et à dissoudre leurs formations » au profit de la « seule armée, de la seule police » de leurs ennemis de classe.

La « trahison yougoslave » avec sa simplicité d'image d'Epinal empêche de voir la trahison réelle : la trahison du prolétariat par les dirigeants du Kremlin. La trahison a consisté à mener les travailleurs au combat pour le compte de l'Angleterre. Elle a consisté à les désarmer quand le pouvoir était à portée de leurs mains. Elle a consisté à les utiliser sans cesse comme atout diplomatique dans le jeu de l'U.R.S.S. au lieu de diriger la guerre civile par la victoire et la prise du pouvoir par la classe ouvrière. La trahison a consisté à massacrer tous ceux qui s'avaient de doute de cette politique catastrophique, ceux qui la dénonçaient et montraient la voie juste : les 400 trotskystes et archémarxistes assassinés pendant les premiers mois de la « libération » et plus tard les membres du P.C. qui ouvrirent les yeux.

Des journalistes et des bureaucraties à la conscience élastique peuvent se satisfaire d'explications simples. Le prolétariat grec battu aujourd'hui, comme le prolétariat espagnol battu hier, sauraient eux, comprendre les véritables causes de leur défaite, tirer du leur terrible expérience une riche leçon et se retrouver bientôt repoussés les traités démasqués, au premier rang des assauts révolutionnaires.

M. MAURIN.

On conçoit combien une telle situation est insupportable de se retourner à plus ou moins brève échéance.

La Yougoslavie indépendante peut tenter — à juste titre — de loucher entre ses deux puissances ennemies; ELLE NE PEUT PAS RUSSE AVEC L'HISTOIRE. Son salut réside seulement dans l'appel au prolétariat international, et spécialement aux ouvriers révolutionnaires qui suivent encore les partis stalinien, non pas pour clamer son bon droit (ce qui est bien, mais insuffisant), mais pour prendre la tête de la lutte pour la révolution mondiale trahie et sabotée par le stalinisme. LA YUGOSLAVIE DOIT METTRE SA FORCE AU SERVICE DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE ET DE LA REVOLUTION MONDIALE. Sinon elle s'écroulera misérablement, renouant et l'impérialisme et le stalinisme contre-révolutionnaire.

Le P.C.Y. est-il conscient de son immense responsabilité et de la route à suivre?

C'est ce que nous examinerons dans une série d'articles où nous étudierons l'évolution de l'idéologie et de la politique du P.C.Y.

participer au gouvernement bourgeois?

salons ministériels de la bourgeoisie. Il consiste en une infiltration progressive dans l'appareil d'Etat capitaliste. C'est simple, il suffit d'y penser. Au lieu de faire tomber la forteresse de l'extérieur, on va la prendre de l'intérieur. Complot sur nos camarades ministres.

Vieux rêve réformiste des vieilles basiles sociales-démocrates de la II^e Internationale, ça aussi.

Marx et Engels y ont répondu il y a belle lurette :

« La classe ouvrière ne peut pas simplement l'emporter de la machine d'Etat toute prête et la mettre en marche pour la faire servir à ses propres fins. »

L'Etat, une machine à opprimer

Tout se ramène finalement à considérer d'un point de vue marxiste ce qu'est l'Etat, quelle fonction il remplit. A entendre parler Thorez de « la place qui revient à la classe ouvrière dans la direction des affaires du pays », on pourrait s'imaginer que l'Etat se place au-dessus des classes, qu'il est une sorte d'arbitre, ou mieux, un Conseil d'administration de l'ensemble de la nation. C'est effectivement l'idée que les gouvernements et la bourgeoisie cherchent à inculquer aux masses exploitées. Il n'est que trop triste de voir les chefs stalinien et socialistes contribuer à entretenir cette illusion funeste. « On ne peut gouverner sans et contre la classe ouvrière », gémit « l'Humanité ». Mais l'Etat capitaliste et les gouvernements à sa dévotion ne font que cela : gouverner contre la classe ouvrière; pour la bonne raison que c'est leur principale raison d'être.

L'Etat est bien un Comité d'administration... des affaires de la bourgeoisie. Selon Marx et Engels :

« L'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, et cela tout autant dans une République démocratique que dans une monarchie... C'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes. »

Car l'existence de l'Etat prouve la présence d'antagonismes de classes inéconciliables. Il ne modère point la lutte des classes au moyen de la conciliation, mais, au contraire, en stabilisant la domination d'une classe, en enlevant aux classes opprimées les moyens et procédés de lutte propres à renverser les oppresseurs.

A l'époque de l'impérialisme, l'Etat connaît un gigantesque développement de son appareil administratif et militaire pour renforcer la répression contre le prolétariat, et cela aussi bien dans les républiques les plus démocratiques.

Révolutions yougoslaves

● BORBA donnait, le 12 septembre, l'explication de la situation en Grèce.

Il rappelle que le P.C. grec a abandonné la lutte pour le pouvoir pendant la lutte des partisans (en 1944) pour « ne pas donner d'arguments à la bourgeoisie ».

● REBLER écrit : l'essence des pourparlers de Yalta menés en 1944 entre la Grande-Bretagne, les U.S.A. et l'U.R.S.S. est consistée dans le partage des sphères d'influence dans les Balkans entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne. En octobre 1944, ces deux gouvernements se sont finalement entendus pour abandonner à l'U.R.S.S. l'influence dominante en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, et à la Grande-Bretagne, celle en Grèce, tandis que l'influence en Yougoslavie serait partagée entre eux. L'U.R.S.S. n'a pas démenti, et les faits le prouvent ».

● COMMENTANT cet article, Tanjung (15 sept.) demandait :

« Peut-on, sans cela, expliquer la passivité de la diplomatie soviétique envers les événements de décembre 1944 en Grèce, lorsque les troupes britanniques ont débarqué et commencé la guerre contre l'armée démocratique. »

SUR LE FRONT OUVRIER

De leur "unité d'action" à la grève générale

(Suite de la 1^{re} page)

DÉSIGNEZ DES DÉLÉGATIONS SYNDICALES POUR LA YOUGOSLAVIE

Le Bureau de la C.G.T. a, par une décision qui a été publiée dans l'Humanité, interdit aux Syndicats et aux syndicats de la C. G. T. de répondre aux invitations qui leur ont été faites de se rendre en Yougoslavie, Frachon, Mommousseau, Racamond, Le Leap, etc., n'ont aucun droit formel d'interdire aux Syndicats affiliés à la C.G.T. d'envoyer une délégation où bon leur semble. Mais cette question dépasse de beaucoup le cadre statutaire.

Les dirigeants de la C.G.T. motivent leur décision par le fait que Tito et les siens seraient des agents de l'impérialisme, des fascistes, etc., qui maltraitent les communistes, les militants ouvriers dans les pays qu'ils gouvernent. Admettons pour un instant que Tito agisse comme Franco en Espagne, Tsaldaris en Grèce, le gouverneur Chevigné à Madagascar, etc., N'était-ce pas une tradition de mouvement ouvrier international de désigner ses propres Commissions d'enquête pour se rendre dans les pays où sévit une terreur antiproletarienne? Le refus du droit d'entrée et du droit d'enquête était toujours considéré comme une violation des engagements réactionnaires et dictatori-

Mais cette fois-ci ce sont les dirigeants de la plus importante centrale ouvrière de France qui se dérobent. Pourquoi? Il suffit de poser la question pour que la réponse soit claire: tous les messages contre le Parti communiste yougoslave seraient dévoilés devant des délégations ouvrières; l'accusation de fascisme s'effondrerait. Et que de questions embarrassantes cela poserait pour ces Messieurs du Bureau Confédéral et leurs amis de la rue Le Peletier.

Syndiqués, en écoutant le Bureau Confédéral, rappelez-vous ce que disait Lénine: « Ceux qui, en politique, errent les gens sur parole sont des idiots sans espoir. » Et désignez vos délégations pour la Yougoslavie.

Les raisons et les leçons d'une défaite

LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES AÉRONAUTIQUES

Plus de 60.000 ouvriers travaillaient après la libération dans l'aéronautique. Ils étaient 60.000 que les nobles de France s'étaient à juste titre habitués à considérer comme des travailleurs d'avant-garde, ceux qui ouvrent la voie. Déjà plus de la moitié ont été jetés sur le pavé et le gouvernement a déclaré qu'il voulait ramener l'effectif total de l'aviation à 18.000 ouvriers.

A L'A.O.C. CHEZ RENAULT 220 VOIX pour "l'Unité Syndicale" et pas d'élu

La semaine dernière eut lieu l'élection de la nouvelle C.E. de l'A.O.C. qui aurait dû être renouvelée depuis juillet 1949. Sur 655 voix, 220 camarades se sont prononcés pour l'Unité Syndicale. Ces camarades, ayant obtenu plus de la moitié des voix, sont exclus de la C.E. Pourquoi?

Pour la simple et unique raison que le vote est lieu au scrutin majoritaire, serait qu'il est contraire aux Statuts où il est dit (art. 23): « La désignation de nos membres (de la C.E.) sera faite et basée compte tenu des différents courants d'opinion qui auront pu se manifester au cours des discussions. »

Nos camarades de l'Unité Syndicale ont été au scrutin majoritaire, mais les dirigeants C.G.T. ont été cotés fois coupables de le proposer, car ils savaient qu'un tel vote signifiait en fait l'éviction des camarades de l'Unité Syndicale de la C.E. Si un tel scrutin était appliqué pour l'élection des députés, pas un communiste n'aurait de siège.

Malgré les calomnies de toutes sortes et la pression faite pour rayer les camarades de l'Unité Syndicale sur la liste présentée, les travailleurs se souvenaient des positions des camarades à différentes époques: novembre 1947, grève des mineurs, etc.

ouvriers a-t-il pu s'effectuer, comment a-t-il pu être réalisé? Pour les capitalistes et leur gouvernement, les raisons de liquider les usines d'aviation sont nombreuses et diverses. Il s'agit avant tout pour eux de remettre en question les nationalisations qu'ils avaient été contraints d'accepter à la libération. C'était le premier pas vers ce que les bourgeois appellent « digérer les réformes sociales » de 1944-1945.

La liquidation leur permettait en outre de détruire des concentrations de travailleurs réputées parmi les plus dangereuses. D'ailleurs, le gouvernement avait commencé depuis longtemps, sous prétexte de décentralisation, à détruire les fabrications en province.

De même, la présence des firmes américaines n'est certainement pas étrangère aux décisions gouvernementales. Comment expliquer autrement le zèle de Ramadier quand il déclare: « Nous aurions dû copier les Anglo-Saxons... il faut revenir aux vieilles conceptions artisanales de fabrication aéronautique » (28 juin 1945).

Mais il faut dire que le gouvernement cède d'autant plus facilement qu'il est inconcevable que, dans sa situation actuelle, l'impérialisme français puisse investir en permanence les milliards nécessaires pour seulement un fabricant, mais aux études aéronautiques.

Devant un tel état de choses, mieux vaut capituler tout de suite et acheter les appareils américains, même s'il faut payer ceux-ci plus cher.

Une des dernières raisons et non des moindres est la volonté bien arrêtée des capitalistes de constituer une armée de chômeurs pour faire pression sur la main-d'œuvre. Dans l'aviation, l'occasion était pour eux inespérée et sans frais. Car si frais il y a, c'est l'Etat, donc les contribuables qui paieront.

Toutes ces excellentes raisons qu'ont les bourgeois de leur arracher leur pain, les travailleurs de l'aéronautique les connaissent fort bien.

Mais ils étaient résolus à se battre et ils se sont effectivement bien battus de la S. N. C. A. S. E. à la S.N.C.E.M.A. et jusqu'aux usines privées. Et pourtant le gouvernement et les patrons sont parvenus à les jeter au chômage par milliers. N'y avait-il donc rien à faire? Evidemment non à ce point désarmés devant l'ennemi de classe?

Non! La cause ailleurs, la défaite n'est pas le fruit de la faiblesse, mais de la trahison.

Comme la classe ouvrière à la « libération ».

», comme les travailleurs en novembre 1947, comme les mineurs en 1948, les métaux de l'aéronautique ont été battus, parce qu'ils ont été trahis.

Et cette trahison est là, encore, celle de tous les dirigeants et en particulier des chefs staliniens qui disposent dans ce secteur d'une influence politique et syndicale au moins aussi faite que chez les mineurs.

Et cette trahison remonte loin. C'est d'abord sous le « règne » de Tillon la production à outrance, le mouchardage, les « suggestions » pour l'amélioration des ailes françaises.

Puis question de donner le pouvoir aux Comités d'Entreprise dans les usines fraîchement nationalisées. C'est la direction qui doit garder le commandement. Et la direction, c'est moi qui la nomme », déclare Tillon pour calmer les exalés.

Mais les travailleurs ne géant, ni ne contrôlant véritablement ce qu'on leur disait être « leurs » usines, cela permit très facilement à Mosconi de chasser les « copains » de Tillon pour y mettre les siens, puis à Ramadier de remplacer tout ce beau monde par de purs et simples liquidateurs.

C'est après l'élimination des staliniens du gouvernement bourgeois, que les intentions de liquidation commencèrent à vraiment se manifester. Des juin 1948, on menace les ouvriers de la S.N.C.E.M.A. de licenciements. Les dirigeants staliniens, libérés de leurs complicités et de leurs servitudes gouvernementales, vont-ils organiser une défense vigoureuse?

Ils constituaient ou essaient de constituer les « Comités de défense de l'aviation ». Il s'agit non pas d'organiser la lutte autonome des travailleurs pour leur pain ou leur droit au travail, mais de tendre la main aux directeurs patronaux et aux patrons privés.

Nous avons des intérêts communs, disent-ils: défendre « nos ailes », c'est notre production nationale, concurrencer les Américains grâce à notre technique supérieure, etc.

Il est inutile de tracer le bilan de ces Comités. Que sont-ils devenus ainsi que tous les autres Comités de chaque branche d'industrie? Qu'est donc devenu M. Bloch? (un des rares patrons qui ait effectivement participé à un tel Comité). Sans doute a-t-il trouvé des procédés plus efficaces pour défendre ses capitaux!

Mais pour les travailleurs, toute cette agitation n'avait pour résultat que de masquer l'indispensable regroupement, d'usine à usine, pour la défense commune.

(à suivre) L. B.

A NEUVES-MAISONS F.O. et C.F.T.C. se dérobent

Récemment à la suite du résultat négatif de la réunion paritaire de la sidérurgie de Meurthe-et-Moselle, le Syndicat C.G.T. des Métaux prenait l'initiative d'une réunion avec des représentants des Syndicats F.O. et C.F.T.C. pour envisager une action commune.

À la première réunion, un camarade de la tendance de l'Unité syndicale, faisant partie de la délégation C.G.T., proposa les revendications suivantes:

- Indemnité mensuelle d'attente de 5.000 francs pour tous;
- Convention collective avec minimum vital de 24.000 francs garantis par l'échelle mobile des salaires;
- Intégration de toutes les primes dans le salaire;
- Semaine de 40 heures payée 48;
- Garantie du salaire de 40 heures en cas de chômage partiel;

Le camarade proposa de soumettre ces revendications à l'approbation du personnel au cours d'une Assemblée générale dans l'usine, appuyée par un arrêt limité du travail. Puis les délégations décidèrent de consulter leurs conseils syndicaux et de se réunir à nouveau à quelques jours de là. Deux autres réunions n'ont abouti qu'à constater un désaccord, les représentants F.O. et C.F.T.C. ne consentant à discuter que de revendications locales telles que: revalorisation de 20 % des primes et normalisation de celles-ci; augmentation et modification de la prime de fin d'année. Ils ont été, en outre, hostiles à l'organisation d'une Assemblée générale dans l'usine.

On comprend qu'avec ces revendications, les dirigeants F.O. hésitent à affronter le verdict d'une Assemblée générale dans l'usine. Ils savent parfaitement que les ouvriers ne sont pas décidés à engager la lutte pour la revalorisation des primes qu'ils veulent au contraire voir disparaître.

Les revendications proposées par le camarade de l'Unité Syndicale répondent à ce que désirent les ouvriers. Avec ou sans l'assentiment des chefs syndicaux, les ouvriers doivent s'unir pour les faire aboutir par une action d'ensemble de toute la classe ouvrière, par la grève générale si c'est nécessaire.

Rabcor.

LE RACOLAGE FASCISTE

DIMANCHE 9 octobre 1949, le « Rassemblement » a fait une nouvelle « descente » sur le marché de Puteaux. Mais quel ne fut pas l'étonnement des vendeurs de « La Vérité » de voir à côté des traditionnels néons, à côté des provocateurs patentés quelques travailleurs nord-africains.

Nous commissions d'ailleurs un certain nombre de ces derniers qui travaillaient dans les usines de la localité où ils sont parmi les plus exploités.

Nous sommes allés trouver un des dirigeants locaux du P.P.A. pour l'informer et lui demander son avis. Voici en gros ce qu'il nous a déclaré:

« Mes compatriotes sont aujourd'hui attirés en France par pleins espoirs. On leur promet du travail et de bons salaires. Mais en arrivant, ils ne trouvent que le chômage et la misère. Un de mes parents est resté 45 jours sans travail après son arri-

vée. Que se passe-t-il? Il n'y a plus de travail, mais des rabatteurs professionnels se font fort d'en trouver à mes camarades moyennant... l'adhésion au R.P.F. Bien entendu, ils tiennent parole. Deux jours après, l'adhésion, il est bien obligé de participer à la vente de leur torchon et à d'autres choses bien désagréables. Mais c'est le prix de leur pain! »

Nous luttons énergiquement contre ce racolage par nos pires ennemis. Mais comprenez bien que si les travailleurs français ne défendent pas les intérêts de leurs camarades nord-africains, de pareils cas se reproduiront malheureusement. »

Plus que jamais la solidarité est indispensable! Luttons sans cesse pour empêcher les patrons et leurs flics de surexploiter les travailleurs coloniaux. Pour eux comme pour nous, du travail et du pain!

Réponses à quelques arguments des artisans de la large hiérarchisation des salaires

Un premier « argument »: L'augmentation égale pour tous laisserait aux Capitalistes plus de surprofits que l'augmentation hiérarchisée.

Cet argument est faux, puisque la revendication du salaire vital à la base 24.000 francs (1) couvrirait au patronat une augmentation moyenne de 10.000 francs pour les 13.600.000 travailleurs salariés soit 136 MILLIARDS (en négligeant l'impôt hiérarchique à la masse des cadres « salariables »).

L'augmentation accordée par le minimum à 15.500 hiérarchisés couvrirait au patronat: pour les ouvriers et employés (coefficient moyen maximum 150) (augmentation au coefficient 150 x nombre d'ouvriers) 7.800 x 10.980.000 = 84 MILLIARDS 864 millions;

pour les ingénieurs et cadres (coefficient moyen maximum 400) (augmentation au coefficient 400 x nombre de cadres) 20.800 x 2.720.000 = 5 MILLIARDS 600 millions;

soit au total: 90 MILLIARDS 464 millions.

Ce qui abandonne plus de profits aux capitalistes, c'est de laisser à la grande masse des travailleurs des salaires insuffisants pour leur permettre de vivre décemment.

Notre démonstration est basée sur des éléments les plus favorables à la thèse adverse. La moyenne des ouvriers et employés est en dessous du niveau 150 comme celle des cadres se situe légèrement en dessous du coefficient 400 - le nombre de cadres et ingénieurs est calculé d'après le pourcentage donné dans le Guide du Métallo de décembre 1948-janvier 1949.

D'ailleurs, la hiérarchie actuelle a été consciemment constituée par les dirigeants syndicaux et le patronat pour donner des salaires « décents » aux cadres tout en évitant de payer suffisamment la masse des salariés.

VOILA LES AVEUX DE CAPOCCI, un des dirigeants de la C.G.T. de 1944-48: « Certains coefficients ont été établis parce que le salaire de base était trop bas et que, d'ailleurs, on ne pouvait donner aux cadres et ingénieurs certains salaires. Ainsi, quand on a établi le coefficient 100 à « valeur 4.000 fr. par mois », on a abouti à des coefficients de 700, 800 et 900 qui « donnaient 28, 32 et 36.000 francs par mois. » (La Pensée Socialiste, 10-47.)

(1) Revendication assortie d'une réduction de la hiérarchie de 100 x 200 pour les employés et ouvriers et de 200 x 400 maximum pour les ingénieurs et cadres.

SALMON LICENCIÉ DES DÉLÉGUÉS

Le 13 octobre 1949, un débrayage d'une demi-heure eut lieu dans plusieurs ateliers à l'appel de la direction cégétiste.

1° pour empêcher l'investiture de Moch; 2° pour déposer le cahier de revendications (5.000 fr. de prime de vacances, 15 fr. d'augmentation horaire pour tous, etc.).

Le soir même, le patron averti les grévistes des sanctions prises à leur égard: un jour de mise à pied le lendemain pour l'ensemble des grévistes, un délégué de la carrosserie licencié ainsi que deux ouvriers de la fonderie.

La Section syndicale appelle les ouvriers mis à pied à se présenter au travail à l'heure normale le lendemain. Il faut, pour rentrer, des bons délivrés la veille par la Direction aux ouvriers non grévistes, et aux responsables de la Section C.G.T. invite les grévistes à pénétrer dans l'usine pour reprendre leur travail. Ce qui est fait.

Dans la journée, la Direction informe qu'elle maintient ses sanctions: les grévistes seront avertis par lettre recommandée de leur jour de mise à pied.

Le patron pense ainsi pouvoir, en attendant individuellement, empêcher toute réaction collective.

De plus, le licenciement-sanction de 6 délégués C.G.T. doit être soumis le 18 octobre au Comité d'entreprise.

Puis le patron de chez Salmon, Heinrich parvient à se débarrasser des éléments les plus combattifs de l'usine, cela signifiera pour tous les travailleurs une exploitation accrue.

Dans un tract adressé aux travailleurs de cette entreprise, les camarades du P.C.I. expliquent les raisons de l'offensive patronale et les moyens propres à la faire échouer et à renverser la situation.

Il expliquent que si des ateliers entiers ne sont pas débrayés - ce qui permet aujourd'hui au patron d'exercer sa répression - ce n'est pas parce que les ouvriers ne veulent pas combattre, mais parce qu'ils portent tout le poids de délégués successifs dont les directions ouvrières sont responsables.

Les travailleurs veulent bien lutter, à condition de savoir pourquoi, comment et pour aller où?

C'est pour ces raisons que « la responsabilité de Téchou de 13 octobre et ses conséquences ne retomberont pas sur les ouvriers qui n'ont pas fait grève, mais sur les chefs officiels de la classe ouvrière. Pour que les ouvriers reprennent confiance en leur force, il faut que, par-dessus les barrières des organisations, ils se réunissent ensemble, discutent en commun, syndiqués et non syndiqués, pour organiser l'action. »

Mais pour que puisse renaitre cette confiance, il faut déjà faire échouer la provocation patronale.

Et les camarades du P.C.I. appellent au regroupement tous les travailleurs de l'usine. « Empêchez le patron de détruire notre organisme de défense, le Syndicat. Signez toutes les listes de pétitions C.G.T. Éloignez les délégués pour les porter à la direction... Désignons les meilleurs combattants d'entre nous sans distinction d'opinion, pour organiser et conduire la lutte, que nous aurons décidée démocratiquement dans les Assemblées générales. » Rabcor.

RABCOR

Camarade Rabcor, si tu veux que ton journal continue à paraître, abonne-toi. Collecte des abonnements dans ton entreprise.

GRANDE vingtième anniversaire DE "LA FETE" Le 18 Novembre à 20 heures 30 * SALLE DE LA MUTUALITE * DEMANDER DES INVITATIONS dans nos permanences et à nos vendeurs